



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division achats Publics**

Fourniture de tenues de combat et d'accessoires de combat au profit des personnels des Forces Adverses (FORAD).

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Numéro de consultation : **DAF_2024_000955**

Procédure de passation : **Appel d'offres ouvert**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	3
3.1 Composants	3
3.1.1 Nature des composants	3
3.1.2 Application de règlement (CE) n°1907/2006 et du règlement sur les produits biocides (RPB)	4
3.2 Spécifications optiques	4
3.3 Traçabilité	5
3.4 Modifications ou précisions des documents techniques	5
ARTICLE 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION	5
4.1 Contrôle des composants	5
4.1.1 Tête de série	6
4.1.2 Tête de série au premier bon de commande	6
4.1.3 Tête de série en cours d'exécution	7
4.2 Lancement de fabrication	8
ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS	9
6.1 Mise à disposition	9
6.2 Nature des opérations de vérification	9
6.3 Méthode des opérations de vérification	9
6.4 Lieu	10
ARTICLE 7 - MODALITES TECHNIQUES DES RECEPTIONS	10
7.1 Document appliqué	10
7.2 Mode de contrôle qualitatif	10
7.3 Groupe de classification des fournitures	10
7.4 Méthode de contrôle	10
7.4.1 Effectif de l'échantillon	11
7.4.2 Taux de sondage	11
7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)	11
7.4.4 Examen de l'échantillon	11
7.5 Barème à appliquer	11
7.6 Reconditionnement des articles	12
7.7 Analyses en laboratoire	12
7.8 Taux de réfaction	12
ARTICLE 8 - LIVRAISONS	12
8.1 Conditionnement, emballage et palettisation	13
8.2 Marquage et identification des articles	13
ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLE	14

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet la fourniture des articles des lots ci-dessous :

N° LOT	DESIGNATION
LOT 1	COMBINAISON EQUIPAGE ENGIN BLINDE (EEB) ZONE CHAUDE THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
LOT 2	CHEMISE TACTIQUE GPB NON THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
LOT 3	PARKA NON THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
	SURPANTALON NON THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
LOT 4	CHEMISE DE COMBAT F3 NON THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
	PANTALON DE COMBAT F3 NON THERMOSTABLE – COLORIS NOIR
LOT 5	GUETRE - COLORIS COYOTE
	GUETRE – COLORIS NOIR

ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES

La liste des documents de référence applicables figure en annexe 1 au présent document.

Les spécifications techniques des articles sont définies par les notices techniques suivantes :

- NTIH SCA 8415-1018 relative à la combinaison EEB FORAD.
- NTIH SCA 8415-0073 relative à la chemise tactique GPB
- NTIH SCA 8415-0114 relative à la parka et surpantalon TTA
- NTIH SCA 8405-0045 relative à la chemise de combat F3
- NTIH SCA 8405-0047 relative au pantalon de combat F3
- NTIH SCA 8440-0022 relative à la guêtre

Les patronnages gradés et staturés sont fournis gratuitement par l'administration au titulaire via internet au format Lectra (en .mdl) ou au format DXF, ils sont à demander au CIEC en précisant le format à l'adresse ci-dessous :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

La traduction des patronnages dans un autre format est à la charge du titulaire.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser à des fins industrielles et commerciales les notices et fiches techniques, les patronnages et les produits qui en découlent.

Les spécifications techniques générales d'emballages et de palettisation sont définies par la notice technique suivante

- NTIH SCA 0000-0002 V8 Emballages, palettisation, MAD, réceptions de juillet 2021.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 Composants

3.1.1 Nature des composants

Les matériaux et produits entrant dans la fabrication de l'ensemble des composants utilisés ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement (règlement dit « REACH, règlement sur les produits biocide...).

Sont interdits tous les traitements susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.

Il est également interdit d'introduire des produits étrangers destinés à masquer des insuffisances de caractéristiques ou à modifier favorablement, mais de manière factice, l'aspect et le toucher.

Les composants sont à la charge du titulaire. Ils doivent répondre aux prescriptions des documents techniques cités à l'article 2 ainsi qu'aux spécifications techniques du présent CCTP.

3.1.2 Application de règlement (CE) n°1907/2006 et du règlement sur les produits biocides (RPB)

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre les dispositions du **règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances dit « REACH »**, et du **règlement sur les produits biocides (RPB, règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012)**.

Dans l'accord-cadre, le titulaire procède à une analyse des risques liés à l'application du règlement dit REACH. Cette analyse consiste à identifier parmi la liste des substances susceptibles d'être soumises à autorisation (liste des substances de référence), celles qui sont critiques pour l'exécution de l'accord-cadre et les actions mises en œuvre pour en limiter les impacts sur les performances, les coûts et les délais.

Cette analyse des risques doit donner lieu à un rapport mis à la disposition de l'administration sur demande.

Le titulaire fournit, au moment du lancement de fabrication, les informations sur les substances.

En cas d'absence de substances soumises à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir une « attestation d'absence de substance soumise à autorisation et candidate à autorisation REACH ».

En cas de présence de substance soumise à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance dans un « rapport d'information », conformément à l'article 33 du règlement dit REACH n°1907/2006 du 18/12/2006.

3.2 Spécifications optiques

3.2.1.1 Spécimen de référence

La nuance coyote est jugée en comparaison avec le coloris de fond beige foncé du spécimen de chevron coton polyester 210 bariolé TE, classé par décision n°10351 du 21/01/2010.

Ce spécimen pourra être fourni sur demande via PLACE.

3.2.1.2 Pantone de référence

Le coloris noir est le pantone n°19-4005 TC.

3.2.1.3 Contrôle des nuances et zones d'acceptation

La nuance est jugée au sein du laboratoire du SCA, par comparaison avec celle du pantone précité sous éclairage (1) :

Visuellement

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
- Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).

Par spectrophotomètre, mesure sous :

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
 - Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).
- (essai de type 1)

(1) Les articles sont conditionnés pendant 48 heures avant vérification de la nuance.

La zone d'acceptation est la suivante :

Coloris	dL	da	db
Noir	- 1,80 à + 0,50	- 1,0 à + 1,0	- 1,0 à + 1,0

(1) Les tissus sont conditionnés pendant 48 heures avant vérification de la nuance.

3.2.1.4 Métamérie

L'indice de métamérie est calculé selon la norme DIN 6172, entre le spécimen de nuance et le (ou les) échantillon(s) fourni(s) par le titulaire, avec les deux illuminants D65 et A.
L'indice de métamérie est inférieur ou égal à 0,5.
Essai de type 1.

3.3 Traçabilité

Le titulaire est tenu de mettre en place une traçabilité par lot de fabrication, de l'achat des étoffes et des composants au stockage des articles finis dans l'entrepôt du titulaire comme dans les établissements de l'administration.

Chaque article doit pouvoir être identifié du lot matière au conditionnement en caisse carton.
Un tableau récapitulatif permettra le suivi de cette traçabilité ainsi que celle des composants (lot matière, lot composants, numéro de pièce/article, numéro de colis).
Une étiquette de traçabilité doit être apposée sur chaque article fini.

Le tableau de traçabilité doit être mis à la disposition du CIEC sur demande.

3.4 Modifications ou précisions des documents techniques

COMBINAISON EEB FORAD

Pour la combinaison zone chaude (été) thermostable, le tissu de renfort : ne pas ajouter de picots sur la face endroit du tissu. Le tissu de renfort sera identique au tissu de fond.

GUETRES

FI 4.52 Toile coton polyester n'a pas besoin d'avoir la réflectance IR.
COLORIS NOIR PANTONE N°19-4005 TC
résistance à l'abrasion – (A indiquer dans la fiche technique dédiée)

COMBINAISON

FI 14.09 Chevron rip-stop n'a pas besoin d'avoir la réflectance IR.

PARKA & SURPANTALON

FI P10.89 tissu laminé n'a pas besoin d'avoir la réflectance IR.

⇒ Les articles sont coloris noir sans réflectance IR.

ARTICLE 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION

Les opérations de vérification avant lancement de fabrication sont effectuées dans les ateliers du titulaire du contrat.

4.1 Contrôle des composants

Avant le démarrage de chaque nouvelle fabrication, lors d'un besoin émis par le CIEC, le titulaire est tenu de mettre à disposition du CIEC/Division Technique et Innovation un certificat de conformité des caractéristiques des composants mis en œuvre. Les contrôles des composants sont à la charge du titulaire.

Ces certificats de conformité doivent être accompagnés des bulletins d'analyses établis par un ou plusieurs laboratoire(s) accrédité(s) ou d'entreprise(s) certifiée(s) et sont à adresser par courrier électronique, après demande de l'administration, à l'adresse suivante :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

4.1.1 Tête de série

Les échantillons présentés lors de la soumission tiennent lieu de têtes de série.

Les précisions ou réserves éventuelles formulées par l'administration sur les échantillons retenus doivent être prises en compte pour la fabrication et ne donnent lieu à aucune modification du prix.

Les articles sont tenus à la disposition du titulaire dans les locaux de l'administration à titre de modèle. Ils servent de référence pendant toute la durée du contrat. Ils sont acquis à l'administration sans versement d'indemnité. Ils ne sont pas compris dans les quantités à livrer.

4.1.2 Tête de série au premier bon de commande

Lors de l'émission du premier bon de commande de l'article désigné ci-après, le titulaire est tenu de présenter à titre de têtes de série :

Désignation	Quantité par taille/pointure	Délai de présentation à compter de la date de notification	Délai d'agrément par l'administration
Guêtre coyote	4 / TU	60 Jours	60 Jours
Tissu de fond	4 mètres linéaires		

Les têtes de série sont à adresser à : Monsieur le directeur du CIEC – Magasin des modèles et des échantillons Quartier Estienne — 11 rue de Groussay – 78120 Rambouillet.

L'administration dispose du délai indiqué ci-dessus pour prononcer et porter à la connaissance du titulaire, l'agrément ou le refus d'agrément des têtes de série. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la réception de l'ensemble des têtes de série prévues, ou de la réception de la dernière tête de série demandées si celles-ci parviennent au CIEC de manière fractionnée.

En cas de dépassement de ce délai, une prolongation du délai d'exécution du premier bon de commande égale au nombre de jours de dépassement peut lui être accordée.

La décision de refus d'agrément s'accompagne toujours d'indications écrites précises permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires. **Le titulaire n'est pas autorisé à lancer la fabrication tant que les têtes de série n'ont pas été validées par l'acheteur.**

Les têtes de série refusées sont gardées dans les locaux de l'administration jusqu'à la présentation suivante.

L'acheteur peut prononcer la résiliation du marché si le titulaire :

- n'a pas présenté les têtes de série dans le délai précisé supra ;
- n'a pas obtenu, après trois (3) présentations successives, une décision d'acceptation des têtes de série présentées dans le délai précisé supra.

Les têtes de série et leurs frais d'envoi et de transport sont à la charge du titulaire.

Les têtes de série sont réalisées dans les unités de production déclarées lors de la soumission.

Les têtes de série agréées deviennent le descriptif contractuel pour toutes les réceptions postérieures. Elles sont conservées à titre de modèle et à disposition du titulaire dans les locaux de l'administration durant toute la durée d'exécution du marché.

La qualité des articles livrés ne doit en aucun cas être inférieure à celle des têtes de série agréée par l'administration.

La durée du bon de commande est prolongée de la somme du délai de présentation et de la durée d'agrément par l'administration.

4.1.3 Tête de série en cours d'exécution

L'administration se réserve le droit de demander, en cours de marché, la fourniture de têtes de série. La liste des têtes de série sera communiquée lors de l'émission des bons de commandes.

Les têtes de série sont à adresser à : Monsieur le directeur du CIEC – Quartier Estienne – Magasin des modèles et des échantillons - 11 rue de Groussay – 78120 Rambouillet.

L'administration dispose du délai indiqué ci-dessus pour prononcer et porter à la connaissance du titulaire, l'agrément ou le refus d'agrément des têtes de série. Ce délai commence à compter lors de la réception de l'ensemble des têtes de série prévues, ou de la réception de la dernière tête de série demandée si celles-ci parviennent au CIEC de manière fractionnée.

En cas de dépassement de ce délai, une prolongation du délai d'exécution du terme contractuel égale au nombre de jours de dépassement peut être accordée.

La décision de refus d'agrément s'accompagne toujours d'indications écrites précises permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires. **Le titulaire n'est pas autorisé à lancer la fabrication tant que les têtes de série n'ont pas été validées par l'acheteur.**

Les têtes de série refusées ne sont pas retournées au titulaire et sont réputées abandonnées à l'administration sans versement d'indemnité.

L'acheteur peut prononcer la résiliation du contrat si le titulaire :

- n'a pas présenté les têtes de série dans le délai précisé supra ou, en cas de date fixée par le bon de commande, dans le délai fixé du bon de commande ;
- n'a pas obtenu, après trois (3) présentations successives, une décision d'acceptation des têtes de série présentées dans le délai précisé supra.

Les têtes de série et leurs frais d'envoi et de transport sont à la charge du titulaire.

Les frais d'envoi et de transport des têtes de série sont à la charge du titulaire.

Les têtes de série sont réalisées dans les unités de production déclarées lors de la soumission.

Les têtes de série agréées deviennent le descriptif contractuel pour toutes les opérations de recette. Elles sont conservées à titre de modèle et tenues à la disposition du titulaire dans les locaux de l'administration durant toute la durée d'exécution du contrat.

La qualité des articles livrés ne doit en aucun cas être inférieure à celle des têtes de série agréées par l'administration.

En cas de demande de tête de série, la durée du bon de commande est prolongée de la durée d'agrément par l'administration.

Photographies

Afin que l'administration constitue un catalogue illustré des effets d'habillement, le titulaire doit fournir, pour chaque type d'article commandé, une photographie, l'une au format 2D et l'autre au format 3D sur fond blanc munie d'une attestation « libre de droit » :

- Image 2D :

Format JPG : Largeur 800 px – Hauteur 800 px résolution 300 dpi **sur fond blanc** ;

- Image 3D :

Format de fichier laissé au choix du titulaire parmi les extensions (FBX, 3DS, OBJ ou STL) sur fond blanc.

Les photos doivent être prises avec les articles posés à plat de préférence ou sur mannequin (pas de mannequin vivant).

La règle de nommage des photographies est la suivante :

- le mot « RAG » en toutes lettres suivi de
- la RAG elle-même (7 caractères) ;
- puis la dénomination en clair de l'article concerné.

Le titulaire fournira également, sous la forme du tableau suivant (au format Excel), les caractéristiques dimensionnelles et volumétriques (longueur, largeur, épaisseur, volume) ainsi que la masse de chaque article

(ou paire le cas échéant). Ces mesures sont prises sur les articles pliés (tels que positionnés dans les cartons) et ensachés le cas échéant.

RAD	longueur	Unité de longueur	largeur	Unité de largeur	hauteur	Unité de hauteur	Masse nette	Unité de masse	Masse brut	Unité de masse	volume	Unité de volume
		cm		cm		cm		Gramme		Gramme		Centimètre cube

Les photographies ainsi que le tableau sont à transmettre **obligatoirement** aux adresses ci-dessous :

cimci-pgdr-mdm.admin.fct@intradef.gouv.fr
cimci-photos.administrateur.fct@intradef.gouv.fr
ciec-bt-labo.habillement.fct@intradef.gouv.fr

Pour répondre aux contraintes de volumétrie et poids des images, le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute solution pour y palier et en décrira le mode opératoire (sas SFTP, service de transfert de fichiers volumineux sur internet etc ...). L'image des articles n'est pas considérée comme donnée sensible.

4.2 Lancement de fabrication

Le titulaire informe l'administration (PFC E **pour information** (adresse fonctionnelle : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr)) de la date de lancement de fabrication 30 jours avant le lancement.

L'administration se réserve le droit d'assister au lancement de fabrication. Elle en informe le titulaire dès communication par celui-ci de la date du lancement de fabrication de l'accord-cadre ou du bon de commande.

Le titulaire est tenu d'avertir le CIEC, par courrier électronique à l'adresse suivante :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

de la date de lancement de fabrication à chaque bon de commande. L'absence de cette information interdit au titulaire de lancer la fabrication. Cette absence d'information sera considérée comme faisant obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur et expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts.

Dans le cas où des têtes de série ont été demandées, le titulaire n'est pas autorisé à lancer sa fabrication tant qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une acceptation par l'administration.

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Sauf exception au cahier des clauses administratives particulières, toutes les opérations de surveillance qualitative sont effectuées dans les locaux du titulaire, de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire est tenu de donner toutes les informations demandées par le CIEC.

L'acheteur se réserve le droit de vérifier si les composants utilisés et la fabrication sont conformes et les processus d'autocontrôle fiables. Ces contrôles peuvent être inopinés.

Dans ce but, l'acheteur effectue tous les examens et essais qu'il juge utiles, notamment sur les composants et éléments constitutifs de l'article. Il signale, le cas échéant, les différences constatées.

Les essais, épreuves, analyses et vérifications auxquels il est procédé sont effectués dans les laboratoires de l'administration et à ses frais, mais les échantillons rendus inutilisables à la suite des essais sont à la charge du titulaire du contrat qui doit les fournir en sus des quantités prévues au contrat. Les échantillons détériorés, les déchets ou résidus ne sont pas restitués.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des composants et/ou des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi dans les laboratoires de l'administration des articles prélevés.

ARTICLE 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS

6.1 Mise à disposition

L'attention du fournisseur est attirée sur la nécessité de livrer les articles dans le délai maximal de chaque terme contractuel de livraison et dans l'ordre des bons de commande. Chaque bon de commande doit être exécuté dans son intégralité.

La quantité minimum à présenter en recette est fixée à la totalité du bon de commande

Dans la mesure où, pour des considérations extérieures à l'administration, le titulaire demande à pouvoir mettre à disposition des quantités inférieures à celles prévues au CCAP, il doit adresser une demande écrite justifiée au PA par courriel :

pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire doit informer la PFC E **30 jours** préalablement à la mise à disposition des articles par l'envoi d'un bulletin de mise à disposition, par e-mail (pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr), qui mentionne le lieu prévu où le CIEC pourra effectuer le contrôle ainsi qu'une estimation du nombre total d'articles présentés.

La répartition par modèles, colisage, quantité de cartons et de palettes, doit parvenir à la PFC E par e-mail, à la même adresse que ci-dessus, au plus tard **8 jours avant la date prévue de mise à disposition**. La mise à disposition est annulée faute de transmission du bulletin de mise à disposition par taille dans le délai imparti.

Le titulaire doit adresser un mail par bon de commande et respecter la règle de nommage suivante dans l'objet du courriel de mise à disposition : statut / numéro de bon de commande / désignation des articles.

Le statut consiste à préciser si la mise à disposition est prévisionnelle ou définitive.

Le statut « prévisionnel » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la première information de mise à disposition qui doit intervenir 30 jours avant la mise à disposition effective.

Le statut « définitif » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la seconde information de mise à disposition intervenant 8 jours avant la date prévue de mise à disposition.

Le numéro de bon de commande à utiliser est celui de l'administration précisé à la notification de la commande. La désignation des articles est celle notifiée par le bon de commande de l'administration, étant entendu que si plusieurs articles différents font l'objet de la mise à disposition, il faut mentionner expressément tous ces articles.

Par exemple : DEFINITIF / 4500014056 / FORAD COMBINAISON NOIRE ZC – PANTALON F3 FORAD

Une ou des livraisons partielles peuvent être exigées par l'administration. Si une livraison partielle est demandée par le titulaire, l'acceptation du principe de la présentation d'une livraison partielle est à la main du PA.

Les livraisons sont obligatoirement faites selon les modalités de conditionnement indiquées à la notice technique citée en annexe 3.

6.2 Nature des opérations de vérification

Les fournitures sont admises une fois que les opérations de vérification quantitatives et/ou qualitatives, préalables à la réception auront été effectuées par l'administration et déclarées conformes.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux documents techniques conformément aux dispositions prévues au présent CCTP.

6.3 Méthode des opérations de vérification

Pour assurer ces examens, la personne publique peut faire détruire un certain nombre d'articles dans une proportion n'excédant pas :

- Deux articles, lorsque sa quantité commandée est inférieure à 1000 unités commandées ;
- Un pour 1000, pour toute commande d'une commande supérieure ou égale à 1000 unités commandées.

Le coût de la fourniture ayant subi des contrôles destructifs est à la charge du titulaire.

Les articles détruits doivent faire l'objet d'un remplacement au frais du titulaire.

Dans le cas où, lors des opérations de contrôle effectuées chez le titulaire, les articles auraient fait l'objet d'un démontage non destructif, leur remise en état incombe au titulaire.

Sauf disposition contraire, l'acheminement des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir à la PFC E et au CIEC la preuve de l'envoi des articles prélevés dans les laboratoires de l'administration.

6.4 Lieu

Les opérations de vérifications quantitatives ont toujours lieu dans les locaux de l'administration.

Sur décision de l'administration, les opérations de vérification qualitative sont effectuées :

- soit sur le lieu de fabrication ;
- soit dans un local relevant du titulaire au sein de l'Union Européenne ;
- soit dans un ou plusieurs des établissements destinataires dont la liste figure en annexe.

Lorsque la vérification est effectuée sur le site de fabrication ou dans un local du titulaire au sein de l'Union Européenne, le titulaire est tenu de mettre à la disposition des agents de l'administration chargés du contrôle qualitatif, le personnel qualifié et les moyens nécessaires aux opérations de vérification. Les locaux où se déroulent ces vérifications doivent répondre aux normes en vigueur, code du travail notamment, pour ce qui concerne les règles d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail

ARTICLE 7 - MODALITES TECHNIQUES DES RECEPTIONS

Les échantillons présentés lors de la consultation, les dernières têtes de série retenues et les fiches d'examen correspondantes servent à la comparaison avec les produits livrés. Les échantillons retenus et/ou les têtes de série sont des modèles représentatifs des livraisons à venir.

Les composants présentés en recette devront avoir les mêmes caractéristiques que celles des composants des têtes de série. En conséquence, le niveau de qualité des produits livrés ne doit en aucun cas être inférieur à celui des échantillons retenus et/ou les têtes de série présentées et retenues.

7.1 Document appliqué

Guide de l'achat public « CONTROLES QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.2 Mode de contrôle qualitatif

Par échantillonnage.

7.3 Groupe de classification des fournitures

Groupe 2 selon le guide de l'achat public « CONTROLES QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.4 Méthode de contrôle

Contrôle selon la norme NF ISO 2859-1 (indice de classement X 06-022).

Contrôle par comptage du nombre d'articles non conformes critiques, non conformes majeurs et par comptage du nombre de caractères non conformes mineurs.

- Article non conforme critique : article comportant une ou plusieurs non-conformités (défauts) critiques ou plus de trois non-conformités (défauts) majeures.
- Article non conforme majeur : article comportant d'une à trois non-conformité(s) (défauts) majeure(s).
- Caractère non conforme mineur : on entend par caractère non conforme mineur un défaut mineur ou une non-conformité (non-respect d'une spécification) n'affectant pas l'usage de l'article.

7.4.1 Effectif de l'échantillon

Echantillons à prélever en fonction de l'effectif des lots et du niveau de contrôle pour usages généraux comme indiqué dans la norme NF ISO 2859-1, tableau 1.

7.4.2 Taux de sondage

Le niveau de contrôle II est celui appliqué par défaut.

Toutefois, l'administration peut choisir de réaliser le contrôle avec les niveaux I ou III et le précise dans le compte-rendu d'examen qu'elle rédige.

C'est également l'administration qui choisit d'appliquer les plans d'échantillonnage en contrôle normal, réduit ou renforcé.

7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)

- articles non conformes critiques	0,40
- articles non conformes majeurs	1.5
- caractères non conformes mineurs	100

7.4.4 Examen de l'échantillon

L'examen de l'échantillon se fait par comparaison avec les spécimens retenus accompagnés des éventuelles remarques formulées lors de l'examen.

Les documents suivants sont utilisés comme guides pour l'appréciation des défauts de fabrication lors de l'examen de détail :

A	Effets ou articles confectionnés	2007
B	Effets à manches	2007
C	Effets à Jambes	2007

La liste des défauts n'est pas exhaustive.

7.5 Barème à appliquer

N.Q.A. niveau de qualité acceptable	Taux de réfaction à appliquer au prix du marché au titre :		
	des articles non conformes :		des caractères non conformes :
	critiques	majeurs	mineurs
de 0 à 0,40	Néant	Néant	Néant
de 0,40 à 1,5	Ajournement du lot	Néant	Néant
de 1,5 à 4	Ajournement du lot	1 à 2 %	Néant
de 4 à 6,5	Ajournement du lot	3 à 6 %	Néant
de 6,5 à 100	Ajournement du lot	Ajournement du lot	Néant
de 100 à 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	1 %
Plus de 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	2 %

7.6 Reconditionnement des articles

Les articles examinés sont obligatoirement reconditionnés selon les dispositions prévues dans la documentation technique citée à l'article 2.

7.7 Analyses en laboratoire

Pour une mise à disposition donnée, les contrôles de laboratoire sur les composants sont réalisés sur des prélèvements effectués soit en cours de fabrication soit sur articles terminés.

Lorsque des non-conformités sont relevées, le lot peut être rejeté, ajourné ou accepté avec réfaction.

L'insuffisance d'étanchéité des coutures est une non-conformité qui entraîne l'ajournement du lot ou de rejet dans les cas suivants :

- plus d'un point d'étanchéité non-conforme sur 5 points de contrôle à l'état initial,
- plus de 2 points d'étanchéité non-conformes sur 5 points de contrôle à l'issue des lavages. (3 lavages à 30° C (3G) ou (8A)).

Une non-conformité au niveau de la résistance après hydrolyse entraîne l'ajournement ou le rejet du lot.

Les articles détruits et ceux qui le seront à la suite d'un recours éventuel sont à la charge du titulaire.

Ces articles ne viennent pas en déduction de la quantité globale à livrer.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des prélèvements destinés aux contrôles de laboratoire est à la charge du titulaire.

7.8 Taux de réfaction

Le taux de réfaction est appliqué sur le prix révisé.

Les éventuelles réfections (paragraphes 7.5 et 7.7) se cumulent.

ARTICLE 8 - LIVRAISONS

Aucune livraison n'est admise dans la période comprise entre le 15 décembre et le 10 janvier de l'année suivante. Toute livraison qui aurait dû être effectuée entre ces deux dates sera d'office reportée au premier jour ouvrable suivant le 10 janvier.

Les fournitures achetées en exécution du présent contrat sont livrées dans l'établissement mentionné ci-dessous :

ORGANISME	ADRESSE
Etablissement logistique du commissariat (ELOCA) de Châtres	1, ZA du Champ Potet CS 10156 10105 ROMILLY SUR SEINE CEDEX Adresse fonctionnelle : eloca-chatres-glb.chef-bureau.fct@intradef.gouv.fr

Il est demandé de prendre rendez-vous avec l'établissement destinataire **au moins cinq (5) jours avant la livraison.**

L'adresse de livraison, ainsi que le numéro de téléphone de la (des) personne (s) à contacter, seront précisés sur les bons de commande.

8.1 Conditionnement, emballage et palettisation

Les dispositions techniques relatives au conditionnement, à l'emballage et à la palettisation sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

Les articles sont conditionnés conformément aux dispositions de la documentation technique associée citée en annexe 1 « documents de référence applicable ». En l'absence de précision ou en cas de contradiction entre les documents, les dispositions de la **NTIH SCA 0000-0002 V8 de juillet 2021** s'appliquent.

Les cartons doivent être impérativement complets et contenir des articles (ou paires d'articles) homogènes, sous réserve des dispositions propres aux emballages incomplets précisées dans la notice correspondante mentionnée en annexe.

Aucun mélange d'articles qui ne soient pas de la même RAD n'est autorisé dans un même carton.

8.2 Marquage et identification des articles

Les dispositions techniques relatives au marquage et à l'identification des articles sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLE

Tout document dont la date serait antérieure à celle indiquée ci-après doit être considéré comme périmé.

Référence abrégée	Date	Objet succinct	Fourni par
Guide	Octobre 2016	Guide de l'achat public – Répertoire de terminologie et de normes concernant les matières textiles, les étoffes et l'habillement	Portail internet de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics, rubrique « accéder aux publications du GEM Habillement et textile » : https://www.economie.gouv.fr/daj/liste-des-guides-gem
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public – contrôle qualitatifs des effets confectionnés	
GEM-HT	Mars 2015	Articles confectionnés - Spécification Technique Générale (STG) applicable aux marchés publics d'articles confectionnés	
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public – Effets confectionnés imper-respirants	
GEM-HT	Novembre 2009	Spécification technique de l'achat public étoffes à base de coton, fibres libériennes et fibres chimiques	
GEM-HT	Octobre 2014	Spécification technique générale applicable aux marchés publics d'étoffes	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique applicable aux sangles, rubans textiles et élastiques et fermetures auto-agrippantes	
ST n°A19-2003	28/01/2003	Spécifications Techniques (ST) applicable aux supports textiles revêtus (brochure 5507) et sa mise à jour 2014	
GEM-HT	Septembre 2015	Articles confectionnés – spécifications techniques (ST) relatives aux fermetures à glissière et aux accessoires	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique relative aux fils à coudre	
GEM-HT	Mars 2015	Articles confectionnés – recommandation relative au répertoire de terminologie en confection administrative	
GEM-HT	juil-09	Guide de l'achat public durable – achat de vêtements	
NTIH SCA 8415-1018	Mars 2024	Combinaison EEB FORAD zone chaude thermostable	Jointes au DCE
NTIH SCA 8415-0073	Mars 2024	Chemise tactique GPB	
NTIH SCA 8415-0114	Nov 2023	Parka et surpantalon	
NTIH SCA 8405-0045	Juin 2023	Chemise de combat F3 non thermostable	
NTIH SCA 8405-0047	Janvier 2024	Pantalon de combat F3 non thermostable	
NTIH SCA 8440-0022	Décembre 2023	Guêtres FORAD	
FI n°14.09	Janvier 2024	FI 14.09 Chevron rip-stop 215 thermostable	

FI n°10.89	Mars 2018	Tissu laminé	Jointes au DCE
FI n°12.5	Avril 2023	Chevron coton / polyester rip stop 210	
FI n°4.52	Janvier 2009	Toile coton / polyester 430	
		FTVE associés aux notices techniques pour <ul style="list-style-type: none"> - Le tricot pour le col - Le tricot pour le corps - Le tricot aéré pour le dessous de bras Le tissu non feu	
Patronage en taille AO	en .DXF en .RUL	Combinaison : A23AAM2 Chemise tactique GPB : A23FBM1 Parka noire : A16NAL1 Surpantalon noir : A16OAL3 Chemise de combat F3 : A23DBM1 Pantalon de combat F3 : A23CAM2	
NTIH n° SCA-0000-0002	Juillet 21	Conditionnement, Emballage, palettisation et modalités de mise à disposition des articles lors des réceptions	
NTIH n° SCA-0000-0003	Janvier 2014	Etiquettes fixes de marquage (origine, taille et d'entretien) Etiquettes développement durable	
Tableau A Tableau B Tableau C	2007	Effets ou articles confectionnés Effets à manches Effets à jambes	Document fourni sur demande via la PLACE
Patron de coupe	2024	Patronages gradés et staturés : Combinaison : A23AA Chemise tactique GPB : A23FB Parka noire : A16NA Surpantalon noir : A16OA Chemise de combat F3 : 23DB Pantalon de combat F3 : A23CA	
			CIEC au titulaire De l'accord cadre